

NEI

» EXIGEZ PLUS. COMME NOUS.

T4 2021

RAPPORT D'ACTIONNARIAT ACTIF

*Suivi de la progression de nos engagements auprès
des sociétés et de notre action politique*

Dans ce numéro

2 Synthèse des activités

4 Thème en gros plan : inégalités

Comblant l'écart de rémunération : appel à une action collective

5 Faits saillants de nos dialogues

Enjeux de distribution du vaccin contre la COVID-19 chez **J&J**, risques pour les droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement de **Nike**, droits numériques et divulgations chez **Verizon**

6 Rapports de progression

Soutien à **Teck Resources** dans l'exploitation des opportunités de transition énergétique; suivi des nouveaux programmes de diversité, d'équité et d'inclusion de **CIBC** (ainsi que de ses indicateurs d'avancée vers le zéro net)

8 Mise à jour sur les engagements des sous-conseillers

Amélioration de la gestion du risque d'**Associated British Foods**; défense des actionnaires de **Ryanair**

9 Actions politiques

Normes de divulgation ESG de l'Institut des CFA : une avancée modeste, mais importante, pour un défi de taille

10 Faits politiques saillants

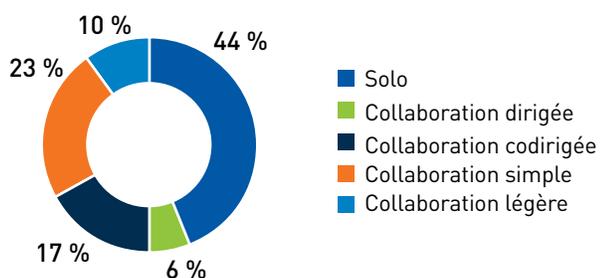
11 Liste des engagements auprès des sociétés

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS

Rôle d'engagement de NEI

Nous avons dirigé 67 % de nos engagements, soit en les organisant nous-mêmes, soit en assumant la direction ou la codirection d'initiatives collectives avec d'autres investisseurs. Les investisseurs qui dirigent l'engagement déterminent le programme, la stratégie et la direction de celui-ci, supervisant et organisant les réunions et les communications au sein du groupe et avec la société visée.

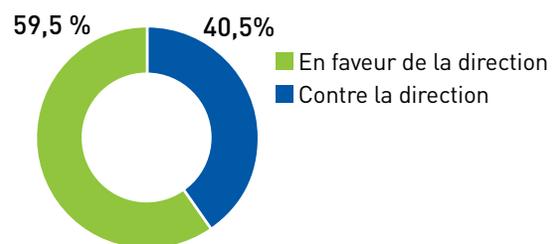
Nous avons entamé au cours de ce trimestre notre campagne annuelle « écho sur les votes par procuration », demandant à certaines sociétés de fournir des commentaires et avis sur la nature de nos décisions de vote lors de leur assemblée générale. L'exercice, généralement bien accueilli par les sociétés concernées, nous permet d'augmenter l'impact de nos décisions de vote en créant une nouvelle occasion de dialogue. Cette année, nous nous sommes engagés en priorité auprès des sociétés que nous avons sollicitées pour la campagne de l'année précédente, ou auprès de celles qui nous semblaient de bonnes cibles d'engagement en raison de leur poids dans nos positions ou de leur influence potentielle dans leur secteur d'activité.



Instructions de vote

Au quatrième trimestre, nous avons voté à 65 assemblées, un nombre à peu près équivalant à celui du trimestre précédent. Nous avons soutenu la direction pour 60 % des résolutions, soit 328 votes sur un total de 551.

En outre, 22 résolutions d'actionnaires ont été soumises au vote dans 10 sociétés. Nous les avons soutenues dans 95 % des cas, sur des sujets allant de la divulgation des évaluations d'impact sur les droits de la personne aux cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en passant par le lobbying lié au climat, les audits d'équité raciale ainsi que les efforts d'inclusion et de diversité. Nous nous sommes abstenus sur une proposition soumise à Microsoft qui demandait l'interdiction de la vente des technologies de reconnaissance faciale à toutes les entités gouvernementales. Même si nous partageons les préoccupations du soumettant sur la question des risques pour les droits de la personne que comportent ces technologies, la solution proposée nous semblait prescriptive. Il nous paraît crucial pour le rendement durable à long terme de la société que l'impact de ses activités sur les droits de la personne fasse l'objet d'un rigoureux processus de diligences raisonnables à des fins d'évaluation, de prévention, d'atténuation et de recherche de solutions.

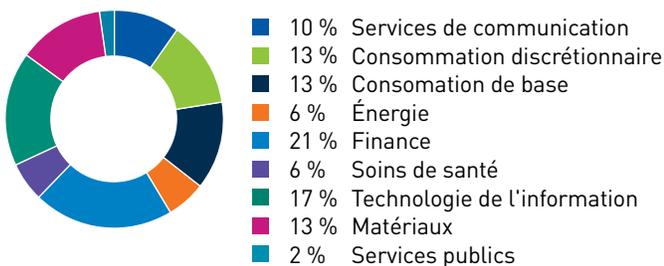


Qu'est-ce que l'actionariat actif?

Notre équipe ESG s'engage activement auprès des sociétés détenues par nos Fonds afin de protéger le capital des investisseurs et le faire fructifier, tout en influant sur l'imputabilité de toutes les parties prenantes. Nous dialoguons directement avec les sociétés pour les prévenir des risques environnementaux, sociaux ou de gouvernance qui menacent leurs activités et proposons des pistes d'amélioration. De plus, nous votons lors des assemblées générales d'actionnaires sur les résolutions concernant les nominations au conseil d'administration, les aspects de gouvernance et les propositions d'actionnaires.

Engagement par secteurs

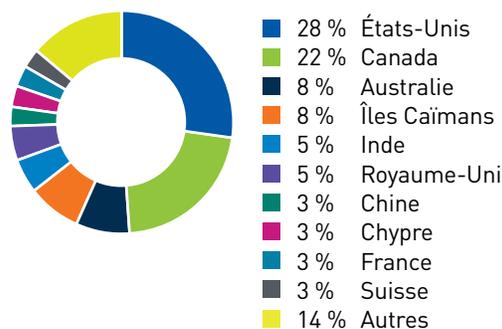
Nous avons continué à dialoguer avec des sociétés de nombreux secteurs d'activité, notamment la finance et l'énergie, dans le cadre d'engagements dont nous avons souvent assumé la direction ou la codirection. Nous avons activement participé à des initiatives collectives sectorielles comptant de multiples actionnaires, sur des questions de gouvernance dans les technologies de l'information et les services de communication ainsi que d'accès à la nutrition dans les secteurs de la consommation de base et de la consommation discrétionnaire. En cumul, ces deux secteurs correspondaient approximativement aux deux tiers de nos efforts d'engagement du troisième trimestre. Dans le cadre de ces collaborations, nous avons dirigé ou codirigé plusieurs dialogues, tout en participant également à des dialogues dirigés par d'autres investisseurs. Ces travaux constituaient une part significative de nos engagements à titre de « participants ».



Votes par pays

Plus de la moitié des votes exercés durant les assemblées du quatrième trimestre concernaient des sociétés d'Amérique du Nord et du Royaume-Uni, les autres se situant notamment en Inde, en Autriche, aux Bermudes, en Indonésie, en Irlande, en Israël et en Suisse.

Les huit résolutions d'actionnaires ayant fait l'objet d'un vote durant le trimestre ont été soumises aux États-Unis, aux quatre sociétés suivantes : **FedEx**, **Conagra Brands**, **NortonLifeLock** et **Electronic Arts**. Nous avons soutenu toutes les résolutions exigeant de FedEx un président du conseil d'administration indépendant ainsi qu'une meilleure divulgation de ses efforts de lobbying, de ses contributions à des partis politiques et de ses pratiques de diversité et d'inclusion. Nous avons également soutenu les propositions soumises à Conagra Brands et Electronic Arts, qui visaient à améliorer les droits des actionnaires en leur donnant la possibilité d'agir par consentement écrit, ainsi que la proposition soumise à NortonLifeLock qui exigeait un président du conseil d'administration indépendant.



THÈME EN GROS PLAN : INÉGALITÉS

Comblent l'écart de rémunération : appel à une action collective

Hasina Razafimahefa, directrice principale des évaluations ESG et du vote par procuration

Lutter contre les salaires excessifs de dirigeants représente un enjeu de taille. Notre approche consiste à encourager des analyses verticales, plutôt que les simples pratiques courantes de comparaison horizontale (avec des entreprises du même secteur) et à inciter les sociétés à tenir compte des grands défis sociaux pour établir leur politique de rémunération. En 2015, nous avons mis en œuvre une limite officielle au salaire des dirigeants pour faciliter les évaluations et pour justifier clairement nos décisions de vote défavorables dans les cas que nous estimons excessifs. Tous ces efforts resteront cependant vains en l'absence d'une concertation visant à traiter les risques économiques et sociétaux posés par un écart toujours plus grand entre la rémunération des dirigeants et le salaire moyen.

Chez NEI, nous avons fixé une limite au salaire des dirigeants en appliquant un multiple basé sur le revenu moyen des ménages, un bon indicateur du revenu familial. Pendant six ans, nous avons estimé qu'un salaire de dirigeant devenait excessif à partir de 150 fois le revenu moyen des ménages au Canada et de 350 fois aux États-Unis. Cela correspond à peu près à 12,7 millions \$ et 22 millions \$ respectivement, avant l'irruption de la COVID-19. La pandémie a révélé la nécessité d'agir en urgence, des millions de personnes se retrouvant au chômage alors que certains dirigeants continuaient de percevoir des rémunérations excessives. Début 2021, nous avons décidé de rabaisser le seuil de rémunération excessive aux fins de vote sur les salaires des dirigeants, à 120 fois le revenu moyen des ménages au Canada et à 280 fois aux États-Unis. La mesure nous semblait importante pour favoriser une réduction de l'écart.

En 2021, nous avons ainsi calculé que 84 sociétés nord-américaines détenues dans nos portefeuilles offraient des salaires excessifs à leur chef de la direction et avons en conséquence exprimé notre désaccord à

l'occasion du vote consultatif sur la rémunération.

Dans les cas les plus sérieux, nous avons même voté à l'encontre des membres du comité de rémunération des sociétés concernées. Nous nous efforçons de communiquer le plus possible avec ces sociétés, pour leur transmettre les éléments justifiant notre décision dans le cadre de la campagne « écho sur les votes par procuration ». Sur la base des dialogues que nous avons eus jusqu'à présent, les sociétés semblent reconnaître l'importance d'évaluer la rémunération de leur dirigeant en tenant compte de la collectivité. Nous sommes donc les premiers à avoir fixé une limite à la rémunération des dirigeants, mais cette position reste difficile à tenir dans le statu quo généralement admis par nos pairs. À la fin de l'an dernier, nous avons écrit à huit sociétés, dont sept institutions financières de premier plan aux États-Unis, afin de solliciter une rencontre début 2022 pour continuer notre campagne sur la rémunération équitable.

Il est primordial que les investisseurs s'expriment à l'unisson pour déclencher un changement. Le soutien actuellement élevé dont bénéficient les sociétés lors de ces votes consultatifs sur la rémunération leur indique que la situation n'est pas urgente, même si elle s'améliore peu à peu avec un nombre croissant d'investisseurs qui tendent à exprimer leur désaccord. Dans ce contexte, nous avons organisé une table ronde en octobre dernier qui a réuni une douzaine de participants, lançant ainsi une initiative commune pour réfléchir à ce qu'il reste à faire. Nous en avons conclu qu'il fallait notamment exploiter davantage le vote consultatif sur la rémunération, encourager un discours commun entre investisseurs et entreprendre des initiatives d'ordre politique. Nous nous attendons à ce que la rémunération des dirigeants demeure un enjeu ESG particulièrement significatif cette année et au-delà. Nous comptons bien collaborer avec d'autres investisseurs dans la recherche de solutions qui bénéficieront à toutes les parties prenantes.

FAITS SAILLANTS DE NOS DIALOGUES

J&J compose avec les difficultés liées à la distribution des vaccins

Johnson & Johnson a eu de la difficulté à honorer ses engagements pour la distribution de son vaccin contre la COVID-19 auprès des pays à revenu faible ou moyen. Toutefois, la société pharmaceutique pourrait bien réussir à régler ses difficultés d'approvisionnement et obtenir de meilleurs résultats en 2022. Nous avons rencontré J&J à deux reprises au quatrième trimestre, lorsque nous avons animé un dialogue pour le compte d'un groupe d'investisseurs dans le cadre de la Fondation pour un accès aux médicaments et à nouveau à titre de participant avec d'autres membres du Centre interconfessionnel sur la responsabilité des entreprises. Nous avons évoqué plus amplement ces questions de distribution et d'accès. Au premier trimestre 2022, J&J devrait fournir davantage de vaccins au groupe COVAX (accès mondial au vaccin contre la COVID-19) et à l'Union africaine.

Prochaines étapes : Nous effectuons un suivi avec J&J et d'autres fabricants de vaccins en 2022 pour nous assurer de la poursuite de leurs efforts visant à rendre les vaccins de la COVID-19 plus accessibles, reconnaissant qu'il existe de nombreux maillons de la chaîne permettant une distribution efficace.

Nike doit se préoccuper davantage de sa chaîne d'approvisionnement

Nike a reconnu l'importance des droits de la personne dans ses activités, mais doit maintenant, à l'instar d'autres marques de vêtements, montrer qu'elle adapte ses procédés au risque inhérent à ses approvisionnements. Nous avons participé à une conversation téléphonique avec la société en novembre, dans le cadre d'un suivi de notre proposition d'actionnaires conjointe soumise début 2021 visant l'analyse et la divulgation des risques pour les droits de la personne actuels et potentiels propres à son approvisionnement en coton. Nike a déclaré collaborer avec des partenaires à de nouvelles approches de traçabilité, c'est-à-dire le suivi des différentes étapes de l'approvisionnement à la production.

Prochaines étapes : La position Nike a été éliminée de tous les Fonds NEI le 13 novembre 2021, sur la base du processus d'investissement de notre sous-conseiller. Comme toujours, les positions peuvent changer sans préavis.

Verizon démontre son avance dans les droits de la personne

Verizon ne compte pas ses efforts sur la question des droits de la personne, se distinguant ainsi des autres sociétés de télécommunications. Nous avons dirigé une réunion entre la société et des investisseurs en octobre dernier, à la suite de la signature de la Déclaration d'investisseurs sur la responsabilité des sociétés à l'égard des droits numériques. Le dialogue portait sur la liberté d'expression, la protection de la confidentialité et d'autres sujets propres aux droits de la personne. L'entreprise dispose d'une équipe dédiée à l'intégration de solutions pour les droits de la personne (prévoyant notamment des diligences raisonnables) à l'échelle de toutes ses activités, démontrant ainsi un engagement profond, qui se reflète également dans la qualité de ses divulgations à ce propos.

Prochaines étapes : Verizon reconnaît pouvoir divulguer davantage de renseignements sur son approche de protection des données et sur la façon dont elle s'assure que ses fournisseurs s'astreignent à respecter ses normes. Nous prévoyons suivre de près ces deux enjeux.

RAPPORT DE PROGRESSION : TECK RESOURCES

Secteur
Matériaux

Thème, sous-thème(s)
Transition énergétique, engagements zéro net

Objectifs de développement durable des
Nations Unies sous-jacents



Activité
AC100+

Réaction
Très positive

Fonds (possibilité de changement sans préavis)
Fonds d'actions canadiennes ER NEI,
Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Saisir les opportunités permettant de se placer à l'avant-garde d'une économie sobre en carbone

Teck Resources démontre son leadership à de nombreux égards, continuant de faire évoluer ses activités dans l'attente d'un avenir sobre en carbone. Notre réunion de novembre s'est déroulée en compagnie de quatre membres du conseil d'administration, incluant sa présidente, prouvant la mobilisation de la société pour sa stratégie climatique et son intérêt pour ces dialogues. L'entreprise est dirigée par une femme, une heureuse exception dans le secteur minier.

En résumé, Teck saisit à plein l'opportunité dont elle dispose comme fournisseur de minéraux essentiels pour atteindre le zéro net. L'entreprise a identifié le changement climatique comme le principal risque de notre époque et tient désormais compte de toutes ses dimensions dans l'ensemble de ses réflexions stratégiques.

Teck considère toujours le cuivre comme un minéral essentiel à un monde sobre en carbone. Nous avons également évoqué les intentions de l'entreprise en matière de charbon sidérurgique, un matériau essentiel pour les aciéries. L'entreprise reconnaît que la vente de ses actifs à un acheteur qui n'aurait pas la même mobilisation envers le zéro net (ou des ressources moins développées pour lutter contre les enjeux existants de pollution) s'avérerait préjudiciable à la cause, misant davantage sur des solutions qui assureront la prise en compte du charbon dans la transition. Teck a eu la possibilité il y a deux ans de développer ses activités à la mine de la rivière Cardinal, mais l'incompatibilité de ce

projet avec sa stratégie climatique expliquait en grande partie qu'elle n'ait pas donné suite. Au lieu de céder le gisement, la société a préféré le fermer. Elle suit de près le développement des nouvelles technologies, comme la capture, l'utilisation et le stockage de l'hydrogène et du carbone, dans une tendance mondiale marquée par la décarbonation de la production d'acier.

Le conseil d'administration réfléchit à une façon de faire correspondre son régime incitatif à long terme aux progrès ESG, en particulier sur la question climatique. Ces aspects entrent déjà en ligne de compte dans le calcul des primes annuelles des dirigeants. À cet égard, nous suggérons à l'entreprise de renforcer ses lignes directrices, de façon à déterminer dans quelle mesure la progression vers le zéro net influe sur les rémunérations. Teck étudie également la façon dont elle peut agir sur l'utilisation en aval de ses produits à des fins de développement durable.

Reconnaissons que l'entreprise doit continuer de relever des difficultés environnementales significatives en Colombie-Britannique, en particulier la pollution au sélénium provenant de ses mines de charbon sidérurgique. À notre avis, elle a opté pour une stratégie prometteuse et se classe parmi les chefs de file dans la transition vers un avenir sobre en carbone.

Prochaines étapes : Après une évaluation selon le cadre d'AC100+, nous rencontrerons la direction afin d'identifier les possibilités d'amélioration.

RAPPORT DE PROGRESSION : CIBC

Secteur

Finance

Thème, sous-thème(s)

Inégalités; diversité et inclusion; rémunération équitable
| Transition énergétique; engagements zéro net

Objectifs de développement durable des Nations Unies sous-jacents



Activité

Suivi annuel

Réaction

Très positive

Fonds (changements possibles sans préavis)

Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Progresser sur la diversité et l'inclusion, relever les défis climatiques

CIBC avance sur ses programmes et politiques de diversité et d'inclusion, restant réceptive aux idées qui lui permettraient de changer la structure de rémunération de ses dirigeants aux fins d'une meilleure équité. Les progrès vers le zéro net apparaissent mitigés, comme dans les autres grandes banques canadiennes durant ces premières phases de la transition. Nous avons rencontré la banque à deux reprises en octobre, après que celle-ci nous a proposé de participer à sa stratégie climatique.

CIBC divulgue de façon exhaustive ses efforts de diversité et a posé de nombreux jalons encourageants. De nouveaux quotas ont été approuvés par le conseil d'administration pour les femmes, les minorités visibles et les personnes noires dans les postes de direction. Remarquant que les autochtones et les personnes handicapées n'y figuraient pas, nous avons appris que la priorité de la banque consistait d'abord à augmenter la représentation de ces deux groupes plus généralement. Bien que le niveau d'engagement des employés de la CIBC atteignait pas moins de 90 % en 2020, nous avons encouragé la présentation des résultats en fonction des différents groupes visés par les politiques de diversité, afin d'obtenir une meilleure analyse de la satisfaction des employés, comme le fait une autre banque.

Nous avons informé la CIBC des changements apportés à nos lignes directrices en matière de vote par procuration sur la question de la rémunération des dirigeants, bien que celle de son chef de la

direction ne dépasse pas notre seuil. Nous avons souligné l'important rôle que la banque pouvait jouer en vue d'aborder les risques posés par les inégalités de revenu plus larges. Nous avons évoqué l'idée de plafonner la rémunération de leurs dirigeants, potentiellement par rapport à un coefficient basé sur le revenu médian des ménages, un paramètre fondamental que nous utilisons dans nos propres analyses. Nous avons eu le plaisir de constater que la banque tenait à étudier de plus près cet enjeu.

CIBC reformule la gouvernance de sa stratégie climatique depuis qu'elle déploie à nouveau des efforts ESG, à la demande de son chef de la direction en 2020. Parmi les changements importants, notons que la chef des affaires juridiques de la banque a été nommée promotrice des aspects ESG auprès de la direction. Sans surprise, la banque a identifié que le manque de données fiables entravait fortement la définition de cibles zéro net. Nous avons soutenu sa décision d'aller de l'avant malgré tout, le plus important à ce stade restant de suivre un processus de façon transparente.

Prochaines étapes : Nous visons à analyser les dernières divulgations de la banque et celles qui suivront au sujet des cibles zéro net intermédiaires. Nous accorderons une attention particulière au positionnement de la banque en matière de prêts à des clients exerçant des activités fortement émettrices de carbone et à ses attentes à leur égard.

MISE À JOUR SUR LES ENGAGEMENTS DES SOUS-CONSEILLERS

Amélioration de la gestion du risque d'Associated British Foods

Federated Hermes (septembre 2021)

Associated British Foods a significativement amélioré ses divulgations en matière de gestion du risque depuis 2013 d'après Federated Hermes, soit l'année au cours de laquelle le sous-conseiller a lancé son long engagement auprès du conglomérat britannique de transformation alimentaire et de commerce de détail. Celui-ci possède notamment les marques de sucre Silver Spoon, de thé Twining et de mode Primark, cette dernière figurant parmi les sociétés qui s'approvisionnaient dans les usines de la Rana Plaza au Bangladesh, dont l'effondrement avait causé la mort de plus de 1100 travailleurs en 2013. Hermes a déclaré que le but de son engagement continu consistait à obtenir une assurance suffisante de la rigueur d'ABF dans son approche de gestion du risque et d'encourager la société à le prouver aux investisseurs. ABF a organisé son premier événement ESG en mars dernier, expliquant en détail comment son modèle d'affaires permettait à ses équipes de gérer efficacement le risque de chaque branche d'activité, moyennant une supervision par le siège social. Le conseil d'administration a démontré que des points de vue extérieurs au conseil d'administration ainsi que des relations étroites avec du personnel bien formé sur le plan opérationnel permettaient une supervision adéquate du risque à l'échelle du groupe. Ces améliorations ont contribué à atténuer nos préoccupations sur l'approche de gestion du risque de l'entreprise.

Défense des actionnaires de Ryanair

Baillie Gifford (2020)

Ryanair a significativement amélioré son processus de sollicitation du vote par procuration ainsi que la communication des résultats d'après Baillie Gifford. Au cours des cinq dernières années, le gestionnaire a constaté des changements importants dans l'approche de la société en matière de droit des actionnaires et de relations avec ces derniers, ainsi qu'avec ses clients et employés. Baillie Gifford incite fortement la société à améliorer sa politique salariale, ses divulgations d'émissions de carbone, la composition de son conseil d'administration et les modalités de vote des actionnaires détenant des certificats américains d'actions étrangères (CAAE). (Notons effectivement qu'en raison du Brexit entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021, les détenteurs de ces certificats ainsi que les personnes du Royaume-Uni qui possèdent des actions ordinaires de l'entreprise perdront leur droit de vote afin de garantir que la compagnie aérienne continue de satisfaire aux exigences d'actionnariat de l'Union européenne. La société s'est engagée à ne pas fournir de procurations de vote pour ces actions.)

ACTIONS POLITIQUES

Normes de divulgation ESG de l'institut des CFA : une avancée modeste, mais importante, pour un défi de taille

Allen Kwan, vice-président, responsable des produits

L'incroyable succès des placements ESG/responsables au cours des deux dernières années a souligné le besoin urgent d'établir des normes cohérentes et acceptées universellement pour les fonds d'investissement qui se présentent comme tels. Malgré certains progrès, un retard fondamental persiste, de sorte que les investisseurs et les conseillers peuvent difficilement évaluer efficacement la qualité des placements ESG, restant à la merci des pratiques « d'écoblanchiment » qui consistent à présenter des produits quasiment démunis de toute substance IR comme des solutions responsables.

Notons toutefois la publication en novembre dernier des normes mondiales de divulgation ESG par l'Institut des CFA pour les produits d'investissement. Il s'agit d'un premier dispositif international auquel peuvent librement se soumettre les fournisseurs de solutions de placement pour expliquer comment s'intègrent les enjeux ESG dans leurs objectifs, processus d'investissement et pratiques administratives. Ces normes visent à faciliter la parfaite divulgation de la façon dont les aspects ESG sont pris en compte dans les produits d'investissement, en fournissant une méthode exhaustive, claire et cohérente.

Cette normalisation nous semble constituer un événement important et opportun, compte tenu de l'envergure mondiale et de la stature de l'Institut des CFA. Elle favorise auprès des gestionnaires d'actifs souhaitant jouer le jeu une mise en œuvre cohérente, ainsi qu'une harmonisation avec la terminologie couramment utilisée, et présente les éléments essentiels d'un programme IR, notamment en matière d'exclusions, de sources de données ou de types de renseignements ESG et d'activités d'engagements auprès des sociétés. En fin de compte, l'arrivée de ces normes constitue un progrès significatif qui offre des avantages immédiats pour les investisseurs et les intervenants du secteur des placements.

Néanmoins, nous craignons que le déploiement en cours de ces normes, qui traitent essentiellement des divulgations au niveau des produits dans une orientation en conséquence essentiellement ascendante, ne suffise pas aux investisseurs. Celles-ci devraient imposer davantage de rigueur et aller au-delà de la simple utilisation d'une terminologie commune qui, dans bien des cas, ne s'applique qu'à une petite partie de la gamme d'un fournisseur de placements. Pour qu'un changement réel se dessine, il faudrait une approche plus radicale, qui analyse de près l'engagement du promoteur à des principes IR et la façon dont celui-ci les intègre dans le développement et la gestion de ses produits. En outre, on ne sait pas encore dans quelle mesure ces normes répondront aux besoins des gestionnaires d'actifs et avec quelle efficacité celles-ci peuvent être mises en œuvre en respectant toutes les nuances existantes.

Il reste donc du chemin à parcourir en matière de normalisation. L'Institut des CFA doit publier d'ici mai 2022 un manuel d'accompagnement qui fournira de précieuses interprétations de ses normes, lesquelles demeurent une initiative parmi bien d'autres à l'échelle mondiale. Entre-temps, NEI analysera ces normes en détail pour mieux comprendre leurs implications générales, délais et modalités de mise en œuvre.

L'Institut des CFA a fait son devoir en produisant ces normes. Elles constituent une excellente nouvelle pour un secteur des placements parfois fragmenté. C'est maintenant aux gestionnaires d'actifs de saisir la balle au bond.



FAITS SAILLANTS POLITIQUES

Thème : Droits de la personne

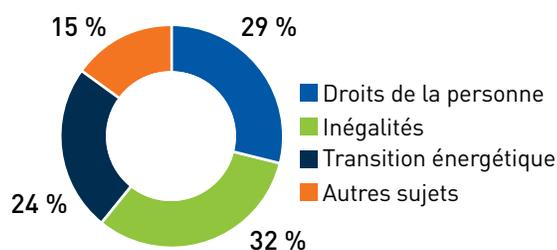
- Signature d'une déclaration visant à soutenir l'engagement des parties prenantes comme caractéristique essentielle dans le cadre de référence de l'Union européenne imposant des diligences raisonnables environnementales et sur les droits de la personne obligatoires
- Signature d'une lettre exigeant du gouvernement fédéral l'adoption d'une législation qui obligera les sociétés canadiennes à effectuer des diligences raisonnables environnementales et sur les droits de la personne pour l'ensemble de leurs activités dans le monde, incluant leurs approvisionnements
- Rédaction d'un article dans une page d'opinion pour inciter le gouvernement de la Colombie-Britannique à accélérer l'entrée en vigueur de sa Déclaration sur les droits des peuples autochtones afin d'ajuster sa législation minière

Thème : Transition énergétique

- Signature d'une déclaration rédigée par les organisateurs de la COP26 visant à ce que les voitures et camions à zéro émission représentent la totalité des ventes d'ici 2035 au plus tard dans les pays les plus avancés et d'ici 2040 à l'échelle mondiale

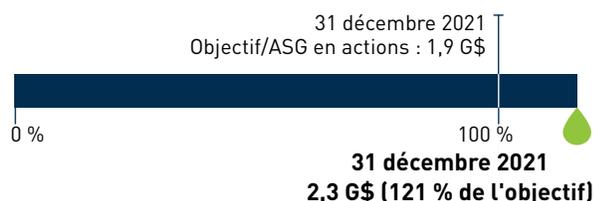
LISTE DES ENGAGEMENTS AUPRÈS DES SOCIÉTÉS

Engagements par thème



Progression des objectifs d'engagement de 2021

NEI s'efforce de s'engager chaque année auprès de sociétés représentant au moins 25 % de son actif sous gestion. Au 31 décembre 2021, l'ASG en actions de NEI s'établissait à 7,9 G\$, soit un objectif d'engagement représentant 1,9 G\$.



Liste alphabétique des sociétés visées par nos engagements entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2021

La liste n'est pas nécessairement exhaustive. Les fonds concernés peuvent changer sans préavis.

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Abbvie	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds de dividendes américains NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI actions mondiales
Activision	Services de communication	Inégalités	Capital humain	Fonds de dividendes canadiens NEI
Alibaba Group	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds de croissance mondiale NEI, Fonds de valeur mondial NEI
Allianz	Finance	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds de valeur mondial NEI
Alphabet	Services de communication	Inégalités, droits de la personne	Gouvernance technologique, diligence raisonnable sur les droits de la personne	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de croissance mondiale NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI actions mondiales

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Amazon	Consommation discrétionnaire	Transition énergétique	Circularité des plastiques	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds de croissance mondiale NEI, Mandat NEI actions mondiales
American Express	Finance	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds de valeur mondial NEI
Aritzia	Consommation discrétionnaire	Inégalités	Diversité et inclusion	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
AT&T	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Axa	Finance	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Bank of America	Finance	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'obligations d'impact mondial NEI
Banque Scotia	Finance	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds du marché monétaire NEI, Mandat NEI revenu fixe, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Blackberry	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
CIBC	Finance	Inégalités, transition énergétique	Diversité et inclusion, rémunération équitable, engagements zéro net	Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Cisco Systems	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds de dividendes américains NEI
Citigroup	Finance	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Coca-Cola	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales
Corus Entertainment	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Gestion et divulgations des enjeux ESG	Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Danone	Consommation de base	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds d'actions internationales ER NEI
Empire Co.	Consommation de base	Droits de la personne, transition énergétique	Risque de la chaîne d'approvisionnement, capital humain, circularité des plastiques, engagements zéro net	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Enbridge	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Facebook	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de valeur mondial NEI, Mandat NEI actions mondiales
First Quantum Minerals	Matériaux	Inégalités	Diversité et inclusion	Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Home Depot	Consommation discrétionnaire	s.-o.	Diversité au conseil d'administration	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales
Intel	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds de valeur mondial NEI
Johnson & Johnson	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI
JPMorgan Chase	Finance	Transition énergétique, inégalités	Engagements zéro net, rémunération équitable	Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI actions mondiales

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Linde	Matériaux	Inégalités	Diversité et inclusion	Fonds d'actions internationales ER NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds leaders en environnement NEI
Magna International	Consommation discrétionnaire	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds de dividendes américains NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Marathon Petroleum	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds de dividendes américains NEI
Microsoft	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds leaders en environnement NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI actions mondiales
Mondelez International	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Position vendue
Morgan Stanley	Finance	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Nike	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques de la chaîne d'approvisionnement	Position vendue
Nutrien	Matériaux	Inégalités	Rémunération équitable	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Open Text	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Pepsico	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds de dividendes américaines NEI
Samsung	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds des marchés émergents NEI, Fonds de valeur mondial NEI
Sanofi	Soins de santé	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds d'actions internationales ER NEI

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Saputo	Consommation de base	Inégalités	Diversité et inclusion	Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
Stella Jones	Matériaux	Inégalités	Diversité et inclusion	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Suncor Énergie	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds d'obligations canadiennes NEI, Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Mandat NEI revenu fixe, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Superior Plus	Services publics	Transition énergétique	Adhésion aux recommandations du GIFCC	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Fonds croissance et revenu NEI, Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Teck Resources	Matériaux	Transition énergétique	Engagements zéro net	Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Tencent Holdings	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds d'actions internationales ER NEI, Fonds de croissance mondiale NEI, Fonds des marchés émergents NEI
Verizon Communications	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds équilibré durable mondial NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds de dividendes américains NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Vodafone	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI
Wells Fargo	Finance	Transition énergétique, inégalités	Engagements zéro net, rémunération équitable	Fonds de dividendes canadiens NEI
Winpak	Matériaux	Inégalités	Diversité et inclusion	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes



**Communiquez avec votre conseiller aujourd'hui
pour savoir comment les solutions
d'investissement responsables de NEI peuvent
vous aider à atteindre vos objectifs.**

NEI

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, juridiques, comptables, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Placements NEI est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est commanditée de NEI S.E.C. et filiale entièrement détenue par Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est la seule commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale à part entière de Commandité Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq caisses provinciales Credit Union (les « Caisses ») ainsi qu'au groupe CUMIS.

2200023F 01/22 AODA